

NEWS



LETTER

N° 38 - Novembre 2020

RELATIONS INTERNATIONALES - DÉFENSE - SÉCURITÉ - GÉOPOLITIQUE

# Focus - Paix dans le Caucase



**Question du mois - Faut-il rétablir le service militaire obligatoire afin de donner de la masse aux armées ?**

**Afrique - Asie - Europe - États-Unis - Industrie**



# Contributions

---

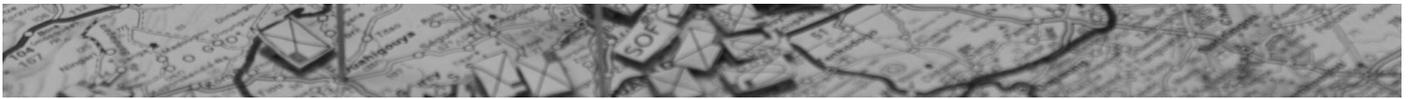
## Rédacteurs

De ZIEGLER Elliott  
GESREL Erwan  
MAQUIGNON Thibault  
MARTY Charles  
VAYEUR Flora  
VANZO Emma

## Réalisation

PAGLICCIA Chloé





# Sommaire

**Question du mois** - Faut-il rétablir le service militaire obligatoire afin de donner de la masse aux armées ? .....4

**Focus** - Paix dans le Caucase ? .....4

## **Nouvelles du monde de la défense :**

- Afrique .....5
- Europe .....6
- Asie.....6
- États-Unis .....7
- Reste du monde .....;;.....7

## **Industrie de défense - BITD**

- États-Unis .....8
- Europe .....8
- France .....8
- Reste du monde .....9



## Question du Mois

Cette question stratégique pour la défense de la France a été mise sur la table par le général François Lecointre, CEMA, lors d'une audition parlementaire en novembre 2019.

Ce scénario de levée en masse de citoyen-soldats se fait dans l'optique, toujours plus probable, qu'un combat de haute intensité contre une armée de 1<sup>er</sup> rang. Cette densification de l'armée pourrait se faire en réactivant le Service National, mis en sommeil depuis 2001. L'effet le plus notable de cette mesure serait de procurer de la masse humaine à disposition à un rythme de 800 000 citoyens atteignant l'âge de la conscription tous les ans.

Cependant, les avantages de ce scénario de lever en masse semblent s'arrêter là. Pour cause plusieurs effets négatifs vont très vite se faire sentir sur l'institution. La 1<sup>ère</sup> est de paradoxalement, durant les premières années, réduire à quasiment néant les capacités de projection de l'armée. En effet, tous les cadres de l'armée d'active devront être mobilisés à l'entraînement des recrues et donc ne pourront pas être en OPEX (opérations extérieures). La seconde limite sera un défaut de matériel, ce Service National provoquera une pénurie de matériel de guerre, du moins dans le cadre de l'Armée de Terre. Les ressources ne sont dimensionnées que pour 100 000 soldats (fusils, véhicules, logements...)

La dernière limite, et la plus grande, est de savoir quoi faire de ces conscrits une fois formés dans le cas d'un conflit de haute intensité. En effet, le problème d'une armée de conscrits, en admettant qu'ils soient équipés et formés, donnerait une grande diversité de motivations et de professionnalismes rendant possible des actes de crime de guerre ou de violences contre des populations civiles sur un théâtre de conflits.

La solution proposée est de capitaliser sur la réserve opérationnelle de deuxième niveau. En augmentant les périodes de réserves et en leur fournissant les vieux matériels dont se sépare l'armée d'active (FAMAS, VAB, CIRAS) pour leur permettre de faire des opérations limitées, cela enlevant donc du poids à l'armée d'active qui sera utilisée en fer de lance d'une offensive. Mais cette solution d'entre deux n'offre que de modeste avancément car le matériel ancien coûte de plus en plus chère à maintenir en activité et quid de la Marine et de l'armée de l'Air et de l'Espace qui ne peuvent bénéficier pleinement de l'élévation rapide de leurs moyens de combat dû à leur coût évident ? Il est aussi à noter que cette action de conflit de haute intensité coûtera de nombreuses vies sans commune mesure avec le conflit afghan et sahélien, la société le supportera-t-elle ?

(Issu d'un article de Laurent Lagneau sur Opex360)

## Paix dans le Caucase ?

Le 8 novembre, la bataille fait rage dans le secteur de la ville de Chouchi (ou Choucha en azéri). Cette ville, pivot pour le contrôle du Haut-Karabagh, est en passe de passer sous le contrôle Azéri. Pour cause l'armée arménienne est mise en déroute depuis l'offensive surprise menée par Bakou dans le sud de la petite république rebelle.

Le 9 novembre, un hélicoptère de transport de troupes du type MI-24 russe, ayant décollé de la base 102 de Guymri, a été abattu par erreur par un missile azerbaïdjanais. Ce tir a coûté la vie à deux soldats russes. L'Azerbaïdjan a présenté ses excuses publiques pour cet incident.



Le 10 novembre, suite à une réunion la veille avec le président arménien et azerbaïdjanais, Vladimir Poutine a annoncé l'envoi de deux mille casques bleus russes pour s'interposer dans le conflit qui fait rage dans le Caucase. Le contexte est tendu par l'hélicoptère russe abattu la veille.

Le 15 novembre, les critères du cessez-le-feu entre arménien et azerbaïdjanais stipulent une rétrocession de la province de la région du Karchavar à l'Azerbaïdjan sous dix jours. Cette annonce a créé un exode des populations arméniennes de la région vers l'Arménie, pour échapper à d'éventuelles violences de la part de l'Azerbaïdjan au moment de leur retour.

Le 16 novembre, le Président turc s'est présenté devant son hémicycle parlementaire pour demander l'envoi de force nationale pour participer au maintien de la paix dans le Caucase. Cela s'est fait pour tenter de concurrencer les casques bleus russes comme force de paix dans la région.

Avec l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre, la position militaire de l'Arménie a été fortement compromise au Haut-Karabagh. Cependant, à la défaite militaire se rajoute la déroute politique du Premier ministre arménien Pachinian. En effet, la population arménienne n'a pas accepté cet armistice, jugé calamiteux.

Le 17 novembre, le journal Russe FSK a évoqué la possibilité du soutien de l'Angleterre à l'Azerbaïdjan et à la Turquie dans le conflit qui a eu lieu dans le Haut-Karabagh. Ce soutien est passé par le parlement Britannique qui, le 27 septembre, a dénoncé « l'acte d'agression de l'Arménie ».

Avec l'acte de cessez-le-feu du 10 novembre et la rétrocession de territoires sous contrôle de l'Arménie à l'Azerbaïdjan, le rapport de force dans la région a changé de camp, pour favoriser Bakou. Mais encore, un corridor administratif est prévu pour relier l'exclave du Nakhitchevan avec le reste de l'Azerbaïdjan. Cette option va créer l'ouverture d'un mince corridor entre Ankara et le monde turcophone d'Asie centrale, ciblant des volontés géopolitiques de cette dernière.

## Afrique

Le 2 novembre, le Chef d'état-major des armées (CEMA), le général François Lecointre, a annoncé qu'une opération des forces spéciales de la Taskforce Sabre, au sein de l'opération Barkhane, a éliminé « une soixantaine de djihadistes », le 30 octobre, dans la région de Boulikessi. Plusieurs combattants auraient également été capturés, en vue d'obtenir des renseignements puis de les juger.

Le 13 novembre, la ministre des Armées Florence Parly a annoncé par communiqué la neutralisation par l'opération Barkhane d'un cadre opérationnel djihadiste lié à Al-Qaïda au Mali, Bah Ag Moussa. D'importants moyens de renseignement ainsi qu'un dispositif d'interception composé d'hélicoptères et de troupes au sol auraient été mobilisés pour frapper le chef militaire du « Groupement de soutien de l'islam et des musulmans » (GSIM).

Le 13 novembre, le Maroc a lancé une opération militaire dans le Sahara occidental, mettant fin à un cessez-le-feu datant de 1991. Les forces marocaines ont sécurisé Guerguerat, post-frontière avec la Mauritanie, en vue de lever le blocus de marchandises vers ce pays par des protestataires indépendantistes sahraouis.

Le 22 novembre, des membres présumés de Boko Haram ont attaqué et tué huit agriculteurs dans des champs du village de Moranti, près de Maiduguri, la capitale de l'État du Borno au Nord-est du Nigéria. Les assaillants auraient utilisé des couteaux, plutôt que des armes à feu, pour éviter d'attirer l'attention, selon des responsables de la milice pro-gouvernementale qui a rapporté les faits.

A la suite de son départ, fin octobre, pour un hôpital en Allemagne, il est annoncé le 3 novembre que le Président algérien Abdelmajid Tebboune est infecté par le Covid-19 et subit encore des examens. Cette situation empêche la réforme constitutionnelle validée par référendum le 1<sup>er</sup> novembre, ne pouvant être mise en œuvre car n'ayant pas été ratifiée par le président Tebboune.

Dans un entretien accordé au journal Jeune Afrique, le 20 novembre, le Président Emmanuel Macron a désigné la Russie et la Turquie comme la source de manipulations de l'information visant les forces et les intérêts français en Afrique. Selon le chef de l'État, ces pays instrumentalisent le ressentiment post-colonial pour diffuser des discours anti-français en particulier, et anti-européens en général.

Après l'élimination en juin dernier du chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique Abdelmalek Droukdel, AQMI a annoncé le 21 novembre son nouveau chef, Abou Oubaïda Youssef Al-Annabi. Connu pour être le bras droit de Droukdel, Al-Annabi vise particulièrement les intérêts français au Sahel, mais également le gouvernement algérien.

Le 28 novembre, l'Éthiopie a annoncé que les forces fédérales ont pris le contrôle de Mekele, la capitale régionale du Tigré, « sans que d'innocents civils soient ciblés ». Cette opération était la « dernière phase » de l'intervention entamée le 4 novembre par les autorités éthiopiennes. Le manque de communications empêche de connaître le statut du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT).



## Europe

Lundi 2 novembre des hommes armés de fusils ont ouvert le feu en plein centre de Vienne dans six endroits différents, faisant au moins trois victimes et en blessant plusieurs autres, selon la police.

Bien que Macron ait plusieurs fois plaidé en faveur d'une Europe de la défense, la ministre allemande a annoncé ce mois-ci qu'il ne faudra pas compter sur les Allemands, qui préfèrent rester sous la protection militaire américaine.

Pour la première fois depuis la création de la Bundeswehr, en 1955, une de ses unités va être partiellement dissoute, après que plusieurs de ses membres ont été identifiés comme proches de l'extrême droite.

Lors d'un entretien du 8 novembre, le chef d'état-major des armées britanniques, le général Sir Nicholas Carter, a mis en évidence un parallèle entre le début du XXe siècle et la situation du monde actuelle, qu'il a décrite comme étant « très incertaine » et « inquiétante », sur fond de pandémie de covid-19.

## Asie

Le 2 novembre, une vingtaine de personnes ont été tuées dans l'université de Kaboul, en Afghanistan. La cible principale des trois assaillants semble avoir été la faculté de droit.

Le 19 novembre, le plus haut général australien a reconnu l'existence de preuves sur des exactions commises par les forces spéciales australiennes en Afghanistan. Un procureur spécial pour crimes de guerre a été saisi pour la mort de 39 civils et prisonniers afghans.

En colère contre la dérégulation des tarifs agricoles, des centaines de milliers de paysans du Pejab ont tenté de prendre d'assaut la capitale de l'Inde le 26 novembre. Ils ont été repoussés par des canons à eau le 27 novembre, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale.

## États Unis

Le nouveau président des États-Unis aura un lendemain d'investiture chargé, mais en ce qui concerne le contrôle des armes nucléaires, il devrait être amené à prendre rapidement des mesures qui renverseraient la politique suivie par son tout en restant fidèle aux grandes orientations bipartisanes de ce dossier (traité START, dénucléarisation de la Corée du Nord...)

Ce 17 novembre, le Pentagone a indiqué que le nombres de soldats en Afghanistan passeraient de 4.500 à 2.500 et de 3.000 à 2.500 en Irak. Cette décision montre le souhait du président Trump « de mettre fin avec succès et responsabilité aux guerres en Afghanistan et en Irak et de ramener nos courageux soldats à la maison »

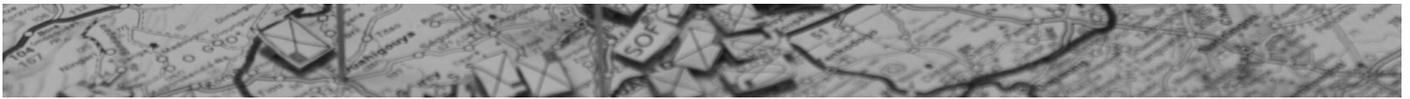
## Reste du Monde

A la suite du décret prononcé en Conseil des ministres, le 4 novembre, portant dissolution du mouvement des « Loups Gris » en France, le ministère turc des affaires étrangères a assuré que la Turquie répliquerait « de la plus ferme des manières ». La diplomatie turque a souligné la nécessité de protéger la « liberté d'expression et de réunion des Turcs de France ».

Le 18 novembre, le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et son homologue des Émirats arabes unis ont signé un accord de défense visant à contenir l'expansionnisme turc en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient. Cet accord fait suite au déploiement de F-16 émiratis en Crête à l'occasion d'exercices bilatéraux avec les forces aériennes helléniques.

Le 27 novembre, le scientifique iranien Mohsen Fakhrizadeh a été tué en plein jour dans la ville d'Absard, à l'Est de Téhéran. Fakhrizadeh était à l'origine du programme nucléaire militaire iranien et avait déjà échappé ces dernières années à une tentative d'assassinat attribuée au Mosad.





# Industrie

## États-Unis

Washington a autorisé une cinquième vente d'équipement militaire à Taipei en moins d'un mois. Après la vente de 400 missiles anti-navire RGM-84L-4 Harpoon Block II, 135 missiles de croisières AGM-84 SLAM ER, 11 système d'artillerie HI-MARS, et de six nacelles de reconnaissance MS-110 RECCE, c'est donc quatre drone Reaper de Général Atomics vendus pour un moment 600 millions de dollars.

## Europe

La France et l'Allemagne n'ayant pas donné de réponse positive quant à la volonté de Rome et de Varsovie de rejoindre le programme de char de combat de nouvelle génération MGCS, l'Italie a proposé ce mois-ci à la Pologne la conception commune d'un char de combat lourd, et d'ouvrir l'accès à d'autres partenaires européens.

L'Eurodrone, un drone MALE européen, pourra peut-être voler avec un moteur américain, du géant General Electric. Cela pose des problèmes quant à l'autonomie stratégique de la technologie européenne. Des partenaires européens, comme Safran Helicopter Engines, sont envisagés.

## France

En juillet 2020, l'entreprise française Dassault a effectué la livraison des 5 premiers avions Rafale pour l'Indian Air Force. La livraison des 3 appareils supplémentaires, le 4 novembre 2020, pourrait bien connaître le même engouement qu'en juillet. Ces appareils auront un rôle déterminant dans le nouvel appareil de dissuasion alors que les tensions entre la Chine et le Pakistan ne cessent de croître.



Le 6 novembre 2020, le sous-marin nucléaire d'attaque Suffren a été remis par Naval Group à la Direction Générale de l'Armement (DGA) à Toulon. Il a ensuite été transféré à la Marine Nationale. Il pourra effectuer ses différentes missions, tout en étant plus discret que ses prédécesseurs, plus maniable, et plus moderne grâce aux technologies qu'il embarque.

Il est le premier d'une série de six sous-marins et le suivant devrait être livré en 2022. Le premier sous-marin avait déjà souffert d'un retard, à cause de difficultés sur le réacteur nucléaire. Il semblerait que la suite de la série risque d'accumuler elle aussi du retard, notamment à cause de la crise de la COVID.

Le vendredi 13 novembre à Lorient, en présence de la Ministre des Armées, Florence Parly, fut mise à l'eau la frégate multimissions (FREMM) «Lorraine ». Cette frégate est destinée à la Marine nationale. La « Lorraine » est, plus précisément, une FREMM-DA, c'est-à-dire que son armement est avant tout axé sur la défense antiaérienne. Sa livraison à la Marine nationale sera pour l'été 2021.



Le futur porte-avion de la Marine Nationale sera à propulsion nucléaire avec une puissance totale de 450 Mw, il fera plus de 280 mètres de long pour une masse totale de 70.000 tonnes et ses catapultes seront allongées à 90 mètres au lieu de 75 sur le Charles de Gaulle avec un fonctionnement électromagnétique.

Naval Group annonce avoir ouvert un bureau de représentation à Manille. Les Philippines souhaitent se doter d'une force sous-marine. Selon le vice-président de Naval Group en charge du développement international, Alain Guillou, l'entreprise a l'avantage d'avoir déjà aidé un pays à construire une force sous-marine à partir de zéro, la Malaisie entre 2009 et 2010.

En s'installant aux Philippines, Naval Group espère pouvoir vendre des sous-marins de classe Scorpène. Pour augmenter ses chances de vente, l'entreprise propose également de concevoir les infrastructures pour accueillir ces derniers, de former le personnel et de créer un QG de force sous-marine afin de pouvoir utiliser les sous-marins de la façon la plus efficace possible.

## Reste du monde

Selon la Revue des Forces armées royales, à l'occasion de la récente visite à Rabat du général Lecointre, le colonel Salaheddine Reizouni a confirmé l'acquisition par les Forces Armées Royales Marocaines de matériels d'artillerie sol-sol et sol-air CAESAR, Mistral et Mica. Le colonel a aussi évoqué la possibilité d'acquisition de camionnettes Arquus et de VAB Mk3 et de patrouilleurs de haute-mer de type Adroit.

Retirés du service en 2010 et mis en réserve, les MiG-21 pourraient connaître une seconde jeunesse en tant que drones. La tâche s'avère difficile mais a déjà été effectuée par d'autres armées, ici l'objectif de l'état major vietnamien est de convertir ces avions de combat en drones afin qu'ils puissent servir de cibles lors des exercices de défense aériennes avec le système S-300. Il pourrait aussi être utilisé à des fins d'attaque, en guise de missile volant ou pour détecter les batteries de défense aérienne adverses.

Le char turque Altay prend du retard. Victime de la politique étrangère d'Erdogan, le moteur et les transmissions devant être fournis par MTU et Renk sont sous embargo allemand, quant au blindage, la Turquie devra trouver un nouveau fournisseur que la France. Le moteur et les transmissions seront probablement fournis par Hyundai Rotem, fournisseur pour le char sud-coréen K2 Black Panther, dont s'inspire le char Turc.

